

DEFENSE INFO 25 JANVIER 2023

Berlin se décide à céder des chars Léopard 2 à Kiev... qui recevra des Abrams américains à plus long terme par Laurent Laqueau

Ayant lié la livraison de chars Léopard 2 à celle de M1 Abrams par les États-Unis dans le cadre de l'aide militaire fournie aux forces ukrainiennes, le chancelier allemand, Olaf Scholz, n'a plus de raison de tergiverser.

En effet, selon les médias américains, l'administration Biden a fini par approuver l'envoi d'au moins trente M1 Abrams en Ukraine, malgré les réserves du Pentagone. D'où les annonces que s'apprêterait à faire M. Scholz, ce 25 janvier.

Ainsi, d'après l'hebdomadaire Der Spiegel, Berlin devrait livrer à l'armée ukrainienne des Léopard 2A6 prélevés dans l'inventaire de la Bundeswehr [sans doute de quoi former un escadron, soit 14 exemplaires] et autoriser la Pologne et la Finlande à en faire autant avec les chars du même type qu'elles possèdent. D'ailleurs, ces deux pays avaient été précédemment encouragés par Boris Pistorius, le ministre allemand de la Défense, à commencer la formation des équipages ukrainiens.

Ces décisions font suite aux annonces faites par Paris et Londres au sujet de l'envoi en Ukraine de chars AMX-10RC et Challenger 2... ainsi qu'aux dissensions au sein de la coalition gouvernementale allemande, qui était jusqu'alors divisée sur ce sujet. En effet, ces dernières semaines, les écologistes et les libéraux ont ouvertement soutenu la livraison de Léopard 2 à Kiev, malgré les réserves des sociaux-démocrates, à commencer par celles de M. Scholz.

Espérons qu'il puisse maintenant aider rapidement l'Ukraine dans sa lutte contre l'attaque russe », a d'ailleurs commenté Katrin Göring-Eckardt, la vice-présidente du Bundestag [chambre basse du Parlement allemand], via Twitter.

Seulement, Kiev en veut davantage. « Les discussions doivent finir par des décisions. [...] Les alliés ont le nombre requis de chars » nécessaires pour renverser les troupes russes. [...] Les besoins sont plus importants » que « cinq, dix ou quinze chars », a fait valoir Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, dans son allocution quotidienne du 24 janvier.

Cela étant, et alors que les chars T-72 d'origine soviétique ont en grande partie été cédés à l'armée ukrainienne par les membres de l'Otan qui en possédaient encore, certains partenaires de Kiev ne sont pas prêts à se séparer de leur Léopard 2. Tel est le cas de la Suède.

« Nous ne pouvons pas donner des équipements au détriment de nos propres capacités. Tout le monde doit comprendre que la Russie est là depuis au moins 500 ans. Et qu'elle

sera encore là à long terme », a fait valoir un haut responsable militaire suédois, lors d'une conférence sur les blindés organisée à Londres, selon Breaking Défense.

Par ailleurs, la décision américaine de livrer des Abrams à Kiev devrait mettre du temps à se concrétiser. Il est question de « plusieurs mois », voire de « quelques années ».

« Je n'ai rien à annoncer aujourd'hui au sujet des M1 [Abrams]. Comme nous l'avons dit depuis le début, nous continuons d'entretenir un dialogue très solide avec l'Ukraine, nos alliés et partenaires internationaux pour nous concentrer sur les besoins immédiats [des Ukrainiens], à court terme, mais nous avons également des discussions sur ce dont ils pourraient avoir besoin à moyen et à long terme », a expliqué le général Pat Ryder, un porte-parole du Pentagone, le 24 janvier.

Et d'ajouter : « Le M1 est un système d'arme complexe dont la maintenance est difficile. C'était vrai hier. C'est vrai aujourd'hui. Ce sera vrai à l'avenir ».

A priori, et selon Défense News, la livraison éventuelle de M1 Abrams - dont des milliers d'exemplaires sont stockés par l'US Army - se ferait dans le cadre de l'Initiative d'assistance à la sécurité de l'Ukraine, laquelle s'inscrit dans le long terme. Jusqu'ici, l'aide militaire fournie par Washington à Kiev relevait de programmes distincts.

Reste que, au-delà des difficultés logistiques et du temps nécessaire pour former les équipages ainsi que les techniciens, d'autres éléments sont à prendre en considération. Comme celui évoqué par Jon Jeckell, un ancien officier de l'US Army, cité par Breaking Défense. « Les Ukrainiens vont également devoir trouver un moyen de faire passer l'Abrams sur leurs ponts, sachant qu'il est beaucoup plus lourd que n'importe quel char russe. Et il n'y a probablement pas beaucoup de ponts dans le pays qui peuvent supporter son passage. Et renforcer les ponts donnerait une indication sur l'endroit où vous prévoyez d'attaquer ».

Un autre élément concerne la configuration des M1 Abrams susceptibles d'être livrés à l'Ukraine, avec des enjeux de sécurité opérationnelle à la clé, le risque étant qu'ils soient capturés par les forces russes avec leurs technologies les plus récentes.

Quoi qu'il en soit, l'envoi de M1 Abrams en Ukraine représenterait, pour la diplomatie russe, une « autre provocation évidente ». En tout cas, c'est ce qu'a affirmé Anatoli Antonov, l'ambassadeur de Russie aux États-Unis.

« Il est évident que Washington tente délibérément de nous infliger une défaite stratégique. Si les États-Unis décidaient de livrer des chars, alors justifier ce choix en invoquant l'argument des 'armes défensives' ne fonctionnera pas. Cela représenterait une autre provocation évidente contre la Fédération de Russie », a-t-il en effet estimé.

Des soldats numériques

Dans les rangs ukrainiens, smartphones, applications et résilience des réseaux sont devenus autant d'armes contribuant à maintenir en échec l'envahisseur russe. Une force sur laquelle la France accuse un retard certain, constataient plusieurs hauts gradés français au cours d'une table ronde sur les enseignements de l'Ukraine organisée jeudi dernier par le GICAT.

« Les Russes ont rapidement perdu leur liberté d'action dès le début du conflit », relevait l'un des intervenants militaires. La concentration des efforts ukrainiens, par les feux et les unités de manœuvre, y aura largement participé. Des moyens dont les capacités ont été démultipliées grâce à « l'ingéniosité et l'agilité intellectuelle dont font preuves les Ukrainiens pour adapter en temps quasi réel un certain nombre de produits numériques civils aux usages militaires ».

Ces produits numériques, ce sont des smartphones, des antennes relais et des applications comme Diia, portail administratif gouvernemental lancé en 2020 et rapidement adapté pour faire remonter les dégâts causés par l'armée russe. D'autres ont été créées de toute pièce et en un temps record pour répondre à un besoin précis. C'est le cas de GIS Art for Artillery (ou GIS Arta), conçue pour partager les données de pointage à l'artillerie via n'importe quel portable.

Autre innovation par le bas, ePPO est devenue en octobre 2022 une sorte de « Shazam » militaire. Un outil « super intéressant » développé en quelques jours et qui permet à n'importe quel citoyen ukrainien, via une autorisation Diia, d'identifier et de marquer une cible aérienne grâce au GPS du portable. Un seul clic suffit pour transmettre automatiquement le positionnement de la menace aux unités de défense aérienne. Elle a été téléchargée plus de 100 000 fois depuis son apparition sur Google Play.

Le principe a déjà été exploité lors de conflits précédents. Le coup de génie ukrainien, c'est d'avoir changé d'échelle en misant sur le très haut degré de numérisation de sa population et en mobilisant son écosystème de développeurs. Chaque soldat, chaque citoyen est maintenant un « combattant numérique ». Muni de son smartphone, chacun devient un maillon dans une boucle de décision accélérée, réduite, fluidifiée et un acteur dans l'atteinte d'un objectif central, celui de « taper en premier ».

« Tout cela, les Ukrainiens l'ont parfaitement exploité », relève un militaire français. Et, surtout, ils ont rapidement constaté le retard russe dans ce segment avec « des communications militaires très classiques qui n'ont pas fonctionné ». Faute de mieux, les soldats russes se sont rabattus de manière anarchique sur des outils non sécurisés, rendant leur ciblage extrêmement facile.

Une guerre en retard

Cette « guerre d'adaptation permanente », c'est aussi une surprise pour les états-majors. S'agissant du numérique, « nous nous sommes fourvoyés », admet en effet un

militaire. « C'est peut-être l'un des rares domaines dans lesquels nous pensions qu'il y avait les développements civils d'un côté et les développements militaires de l'autre, et que les deux mondes n'allaient pas forcément cohabiter », poursuit-il.

Alors que l'Ukraine a battu en brèche cette dualité civile-militaire et démontré l'existence d'une réelle porosité entre deux mondes imbriqués, « nous ne nous sommes pas préoccupés du numérique civil », déclarait l'un des militaires autour de la table. Or, cette guerre est menée aussi selon un tempo imprimé par le numérique civil. Ce terreau était déjà visible au Sahel, face à des adversaires n'ayant que très peu accès aux technologies de niveau militaire et recourant aux technologies civiles pour communiquer et mener des attaques informationnelles.

Un premier socle existe déjà dans l'armée de Terre. Ce sont les radios CONTACT et le système d'information du combat SCORPION (SICS). SCORPION « est une vraie rupture. Nous avons pensé avant beaucoup d'autres à l'importance de l'info valorisation ». Cette « intuition géniale », c'est « la webisation de la boucle OODA [observer, orienter, décider et agir] et de tous ses capteurs et effecteurs ». Seul hic : le système est pour l'instant centré sur les armes de mêlée et son nombre de terminaux limité. Il devient urgent de l'étendre à l'artillerie, aux hélicoptères, aux drones, à la défense sol-air. « Et derrière, avoir de la connectivité, de l'intelligence artificielle et plus de capteurs ».

SCORPION est un début de réponse, mais il convient de dépasser le seul champ militaire. « Si on ne passe que par des satellites militaires et autres systèmes militarisés, nous n'irons pas très loin. Nous serons très vite repérés et ne pourrions transmettre de la donnée de manière optimisée ». Hors de question de ne reposer que sur « deux satellites Syracuse dont vous savez que la bande passante va être saturée, qu'elle est insuffisante pour faire passer de la vidéo, de la donnée. C'est cela la réalité. Il faut donc disposer très vite de boucles LTE, de boucles 5G. Il faut que sur nos terminaux, qu'ils soient durcis ou non, nous puissions changer une application en deux jours ».

Côté français, « je pense qu'on n'y est pas », pointe un militaire. Il y a urgence à engager une réflexion sur cette hybridité numérique, « avec une exigence forte pour nos industriels, qui est de nous offrir les moyens qui permettront cette hybridité ». La filière défense, par ailleurs, « a encore un petit peu de chemin à faire pour être agile », estiment les militaires. Ceux-ci pointent une difficulté typiquement française : une séparation privé-public par laquelle on tend à attendre l'initiative venant d'en haut quand l'Ukraine a démontré l'importance de l'innovation par le bas. Pour atteindre la porosité voulue, deux mondes conceptuellement hermétiques vont devoir « casser des barrières procédurales et intellectuelles » pour gagner en rapidité.

Au-delà, l'urgence n'est pas tant de se ruer pour développer des applications a priori obsolètes dans six mois, mais a minima de sensibiliser, de rapprocher les deux mondes autour d'un enjeu commun, de travailler sur des passerelles techniques, de réfléchir aux terminaux et aux bascules d'un réseau à l'autre, et d'expérimenter le tout.

Cette centralité des populations trouve d'ailleurs tout son sens dans le lien armée-nation et l'idée de résilience nationale, deux points majeurs de la Revue nationale stratégique de 2022 et de la future loi de programmation militaire. La France dispose de quelques leviers humains à activer, dont celui de la réserve citoyenne. Récupérer le principe bien connu du hackathon pour générer un « application » aurait pour intérêt d'attirer les profils, de tester la robustesse de la filière, de rapprocher les acteurs. Des cadres dans lesquels l'uniforme passerait après l'expertise technique, les rudiments du combat après la capacité à créer, modifier, sécuriser dans l'urgence des applications et autres « armes numériques » au profit de tous.

L'UE accorde 500 millions d'euros supplémentaires pour armer l'Ukraine

par : EURACTIV France avec AFP

Les autorités allemandes sont sous pression pour livrer leurs chars et pour autoriser les pays possédant des Léopards dans leurs régiments à les envoyer en Ukraine. [JAKUB KACZMARCZYK/EPA]

L'Union européenne a accordé lundi (23 janvier) un nouveau financement de 500 millions d'euros pour des fournitures d'armements à l'Ukraine et a alloué 45 millions d'euros pour la formation des militaires ukrainiens dans l'UE, a-t-on appris de sources diplomatiques.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE réunis à Bruxelles ont accepté de débloquer ces deux allocations financées par la Facilité européenne pour la paix, à l'issue d'un entretien en visioconférence avec leur homologue ukrainien Dmytro Kouleba.

Ce montant porte à 3,6 milliards d'euros l'aide financière militaire à l'Ukraine financée avec la Facilité européenne pour la Paix (FEP) auxquels s'ajoutent les financements bilatéraux des Etats membres sur lesquels tous ne communiquent pas.

« Nous n'avons pas eu de discussion sur les chars de combat car nous ne sommes pas habilités pour le faire », a expliqué un des participants.

Les autorités allemandes sont sous pression pour livrer leurs chars et pour autoriser les pays possédant des Léopards dans leurs régiments à les envoyer en Ukraine.

« La demande doit être présentée par les pays et la décision du gouvernement allemand est ouverte », a déclaré la ministre allemande Annalena Baerbock.

« Le besoin est de 300 chars et seuls les Leopards sont disponibles en aussi grand nombre en Europe », a souligné son homologue luxembourgeois Jean Asselborn. « Une grande responsabilité pèse sur le chancelier Olaf Scholz et je suis convaincu que le processus va mener à la décision attendue », a-t-il assuré.

31 Abrams (encore à construire) seront fournis par Washington mais pas ponctionnés sur les stocks

Après de longues tergiversations, Washington a annoncé la livraison de 31 chars Abrams à l'Ukraine pour l'aider à combattre l'invasion russe.

Le président Biden a confirmé cette aide mais en précisant que les Etats-Unis achèteront pour l'Ukraine 31 chars Abrams M1. Ils seront achetés dans le cadre de l'Ukraine Security Assistance Initiative (USAI) et pas dans le cadre de la Présidential drawdown authority qui permet de livrer des matériels en parc, voire en ligne.

Ces 31 chars ne seront pas prélevés sur les stocks de l'US Army; ils ne seront donc disponibles que plus tard. On se souviendra que les Abrams achetés par le Pologne en 2022 seront livrés à partir de 2025.

Phebe Novakovic, la patronne de l'équipementier General Dynamic a confirmé avoir la capacité industrielle et humaine pour fabriquer ces chars. Sur le dernier semestre de 2022, les ventes d'équipements militaires par General Dynamics ont augmenté de 15,5% à 2,18 milliards de dollars.

Pour la Maison-Blanche, la décision de Jo Biden constitue un geste d'accompagnement des Américains en faveur des Européens pour qu'ils débloquent eux immédiatement leurs chars Léopard.

**L'Ukraine ébranlée par un scandale de corruption visant ses dirigeants
Plusieurs hauts responsables ukrainiens, dont le vice-ministre de la Défense,
ont été contraints de démissionner mardi après des accusations de
corruption. Source AFP**

Publié le 24/01/2023 à 09h43 - Modifié le 25/01/2023 à 07h47

C'est un scandale qui fait grand bruit en Ukraine. Plusieurs hauts responsables ukrainiens ont annoncé mardi 24 janvier leur démission après des révélations de la presse sur des achats présumés de provision pour l'armée à des prix gonflés, ont fait savoir les autorités en pleine invasion russe. Parmi les responsables qui ont démissionné figurent le vice-ministre de la Défense Viatcheslav Chapovalov, qui était en charge de l'appui logistique des forces armées, le chef adjoint de l'administration présidentielle Kyrylo Tymochenko et le procureur général adjoint Oleksiy Symonenko.

Au total, cinq gouverneurs régionaux, quatre vice-ministres et deux responsables d'une agence gouvernementale vont quitter leurs postes, en plus du chef adjoint de l'administration présidentielle et du procureur général adjoint. Le président Volodymyr Zelensky défendu mardi soir des décisions « nécessaires » pour avoir « un État fort ». « C'est juste, c'est nécessaire à notre protection et cela aide à notre rapprochement

avec les institutions européennes », a-t-il insisté dans son allocution quotidienne. « Tous les problèmes internes qui empêchent l'État de se renforcer sont en train d'être réglés et le seront encore davantage » à l'avenir, a-t-il souligné.

« Même si ces accusations sont infondées », le départ de Viatcheslav Chapovalov « permettra de préserver la confiance de la société et des partenaires internationaux ainsi que d'assurer l'objectivité » des efforts pour faire la lumière sur cette affaire, a assuré le ministre de la Défense dans un communiqué. Ces annonces interviennent après que les autorités ont limogé un vice-ministre des Infrastructures ukrainien Vassyl Lozynsky soupçonné d'avoir reçu un pot-de-vin de 400 000 dollars pour « faciliter » l'achat de générateurs à des prix gonflés alors que le pays est confronté à de vastes coupures d'électricité à la suite des frappes russes contre des infrastructures énergétiques.

Des démissions en cascade annoncées par Zelensky

Kyrylo Tymochenko, un des rares collaborateurs du président en place depuis l'élection de Volodymyr Zelensky en 2019 et qui supervisait notamment des projets de reconstruction des installations endommagées par des frappes russes, a pour son part figuré dans plusieurs scandales pendant et avant l'invasion de Moscou. En octobre, il a notamment été accusé d'utiliser un tout-terrain donné à l'Ukraine par le groupe General Motors à des fins humanitaires. Après ces révélations, Kyrylo Tymochenko a annoncé transférer le véhicule vers une zone proche de la ligne de front.

Oleksiy Symonenko a été, lui, accusé par un influent média ukrainien Ukraïnska Pravda d'être récemment parti en vacances en Espagne alors que les déplacements à l'étranger sauf à des fins professionnelles sont normalement interdits pour les hommes ukrainiens en âge de combattre. Selon le média, il est parti en voiture appartenant à un homme d'affaires ukrainien et en compagnie d'un garde du corps de celui-ci. Le président Volodymyr Zelensky avait annoncé lundi soir qu'une série de responsables ukrainiens allaient quitter leur poste.

Cinq gouverneurs régionaux et quatre vice-ministres ont également été démis de leurs fonctions en Ukraine, a annoncé le gouvernement mardi. Selon Taras Melnytchouk, représentant du gouvernement auprès du Parlement, les gouverneurs des régions de Dnipropetrovsk (centre), Zaporijia (sud), Soumy (nord), Kherson (sud) et de la capitale Kiev vont quitter leurs postes. Le vice-ministre de la Défense, celui de la Politique sociale et deux vice-ministres du Développement territorial ont été limogés.